

Le drame des opérateurs historiques africains

Blog Laurent Gille du 11 mai 2015

<http://www.loggos.fr/2015/05/11/le-drame-des-operateurs-historiques-africains/>

Les opérateurs historiques africains sont aujourd'hui pour beaucoup d'entre eux à la peine. Au début des années 2000, fort de leurs monopoles sur les réseaux fixes et fréquemment sur les réseaux mobiles, ils ont regardé avec un certain dédain les nouveaux entrants déployant des réseaux cellulaires. Parfois, ils ont même été jusqu'à leur refuser l'interconnexion. Ils ont exigé des terminaisons d'appel élevés avant que certains régulateurs ne s'en émeuvent.

De 2000 à 2005, ils ont observé la croissance inattendue de ces nouveaux opérateurs, ils ont observé avec surprise la constitution de groupes multinationaux tels MTN ou Celtel, bénéficiant d'accès privilégié aux nouvelles technologies. A partir de 2005, les opérateurs historiques africains ont commencé à s'inquiéter de la prédominance du mobile dans les usages, de l'extension des réseaux plus rapide qu'anticipée, des perspectives offertes par la 3G non encore déployée, mais qui pouvait concurrencer le développement du haut débit fixe.

Alors que le continent était le premier au monde à voir ses revenus et son trafic mobile dépasser les revenus et le trafic fixe, les opérateurs historiques ont commencé à réagir, mais selon des stratégies généralement désastreuses. Délaissant tout investissement dans les réseaux fixes, négligeant les opportunités offertes par le basculement du cuivre vers la fibre, ils ont mis tous leurs moyens dans une sorte de course-poursuite des opérateurs mobiles, au mieux en développant de façon exclusive leurs propres filiales mobiles, au pire en se lançant dans une politique de développement de boucles locales radio (le plus souvent en technologie CDMA) de façon à tenter de conserver quelques parts de marché et en essayant dans certains cas de contourner la régulation en offrant de véritables services de mobilité.

Ces stratégies de course-poursuite avec les mobiles ne pouvaient être gagnantes, car les fonctionnalités des terminaux et des services et la couverture offertes par les réseaux mobiles étaient sans concurrence possible. Les opérateurs historiques ont dilapidé les maigres ressources financières qui leur restaient dans ces opérations, en délaissant de plus le seul actif valorisable qu'ils détenaient, à savoir leur réseau de cuivre et les réseaux optiques construits laborieusement sur les principales artères. La rentabilité de ces réseaux CDMA s'est avérée au fil du temps désastreuse. Il est désormais trop tard: ces opérateurs n'ont plus la ressource financière leur permettant de redéployer de nouvelles stratégies, ils sont dotés d'un personnel en surnombre et peu efficace, et leur sort n'est guère enviable.

Ceux qui ont réussi à développer une filiale ou une activité mobile importante restent dans le jeu grâce à cette activité, ayant eu moins d'incitations à déployer des stratégies CDMA. Pour les autres, le dernier actif valorisable reste les embryons de backbone optique mis en place, mais généralement

tarifés à des prix exorbitants: le même scénario se reproduit alors, avec la fuite des clients pouvant rentabiliser ces infrastructures, et la mort certaine de leur exploitant.

Une grande partie de l’Afrique voit ainsi mourir ses opérateurs historiques, par manque de vision stratégique à la fois de leurs dirigeants, mais aussi des politiques qui soutiennent de mauvaises stratégies envers et contre tout. Du Nigéria qui a mis en faillite son opérateur historique à la RDC qui devrait sans doute faire de même, du Niger au Congo, Bénin, Tchad, RCA, voire Guinée ou Cameroun, les États supportent des opérateurs exsangues en leur donnant qui des avantages exclusifs contraires à toutes les régulations en vigueur, qui des bouffées financières en ne recouvrant pas les taxes qu’ils doivent verser ou par d’autres moyens.

Tout le secteur des télécommunications pâtit de ces situations dans les pays où ces problèmes se posent. Il n’y a plus de privatisation possible de ces opérateurs, personne n’en veut plus, et d’ailleurs, nombre de ces dérives résultent de privatisations mal conduites, qui ont souvent nécessitées des renationalisations tardives et coûteuses (Niger, Guinée, Nigéria...). Plus on laisse pourrir ces situations, plus la chute sera douloureuse, financièrement et socialement pour les États concernés. Mettre en faillite ces opérateurs (qui le sont bien souvent, mais une faillite masquée par le comportement des États qui continuent à soutenir ces opérateurs contre vent et marée), céder les derniers actifs valorisables avant qu’ils perdent toute valeur, serait sans doute plus sage, et/ou constituer de nouvelles sociétés récupérant les derniers actifs valorisables (le backbone en fibre optique, certaines parties du réseau cuivre qui restent maintenues correctement) en ouvrant leur capital à tous les acteurs du secteur désireux de les utiliser avant qu’ils n’aient définitivement construits les infrastructures alternatives qui leur seraient nécessaires, telle est la dernière issue, à notre sens, pour ces opérateurs historiques dont les personnels voient avec désespoir la valeur s’éroder rapidement dans l’indifférence générale de leurs politiques.